



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1819>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 762 - décembre 1978 -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2008

Date de parution : décembre 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Depuis que « le danger collectiviste » est à cartable, le gouvernement affiche chaque jour davantage son « libéralisme économique », seul capable, d'après M. Barre, de nous sortir de « la crise ». Et vive la liberté des prix et le blocage des salaires ! Tout cela permet aux entreprises de faire de confortables bénéfices. René-Poulenc, par exemple, avoue un résultat net après impôt de quinze milliards de centimes, compte tenu des pertes du secteur textile. Comme quoi ce n'est pas la crise pour tout le monde...

*

Le libéralisme économique sert pourtant à certains quelques débâcles : en Israël, il y a un peu plus d'un an, le gouvernement conservateur de M. Beghin décidait de se débarrasser des structures économiques dirigistes qui fonctionnaient depuis vingt-neuf ans et qui, selon les nouveaux gouvernants, menaient le pays à la ruine.

S'inspirant largement des thèses de Milton Friedman, le monétariste à tout crin, conseiller financier du gouvernement Pinochet, Beghin décidait de libérer les prix, de bloquer les salaires, de faciliter les exportations, de réduire la consommation et ne cachait pas son rêve de faire d'Israël « la Suisse du Proche Orient ».

Un an après on peut faire le bilan de cette politique : l'inflation au lieu de se réduire (12 % avait dit le ministre !) s'accroît et atteindra 50 % en 1978, les exportations stagnent, les importations augmentent et Israël n'est pas devenu une place financière internationale. Le gouvernement n'a jamais autant imprimé de billets de banque et le déficit de la balance des paiements selon toutes les prévisions s'aggravera de près de 400 millions de dollars cette année.

Au fait, j'allais oublier de vous dire que M. Barre est un grand admirateur de Milton Friedman.

*

A en croire M. Friedman et la plupart des économistes libéraux, la monnaie conditionne toute l'économie. Nos lecteurs savent depuis longtemps qu'il n'en est rien et que la monnaie on peut la créer comme on veut quand on en a besoin. Un exemple récent vient de nous en être donné une fois encore : au mois de septembre dernier, le Fonds Monétaire International a décidé de créer environ trente deux milliards de droits de tirage spéciaux (DTS). En émettant des DTS, on ne fait pas autre chose que mettre en circulation des dollars, des deutschemarks, des francs, des livres sterlings, des yens, etc...

Alors, « Pourquoi manquons-nous de crédits ? »

*

La presse de M. Hersant (Le Figaro, France-Soir, l'Aurore, ... et j'en passe) ne manque pas une occasion de nous terroriser en nous abreuvant de pages entières sur la montée de la délinquance...

Ce qu'elle ne nous dit pas, cette bonne presse gouvernementale, c'est que la délinquance d'affaires (ou délinquance économique) coûte à la société deux cent fois plus que les vols dans les grands magasins et 5 000 fois plus que les hold-up. Quant à la fraude fiscale effectuée au préjudice de l'Etat, elle était estimée en 1975 à environ 45 milliards de nouveaux francs. Et encore n'est-ce là qu'une évaluation minimale.

Comme on le voit, cela laisse loin derrière le coût de la criminalité traditionnelle. Ces chiffres sont tirés de l'article « Justice, Sécurité, Progrès » écrit par L. Lammers dans « Energies » (N° 1142 du 17-1178) qui précise que les condamnations prononcées en 1975 pour infractions financières, fiscales et douanières ne représentent que 1,7 % des condamnations d'ordre pénal.

Au fil des jours

Quant aux amendes, on sait qu'elles font toujours l'objet de réductions ou de remises pures et simples. Il est vrai que le genre de fraude que nous venons d'évoquer n'est pas le fait des manoeuvres légères !

*

Le gouvernement se demande comment organiser la progression progressive des capacités de production de la construction navale. Et comme d'habitude, cher contribuable, pour qu'on produise moins, il faudra payer. Il vous faudra débours quarante cinq milliards de centimes pour que les chantiers navals français acceptent de construire neuf cargos pour la Pologne. C'est le prix qu'il faut payer pour être complicitif !

Autrement dit, nous allons subventionner la flotte polonaise.

Consolons-nous, nous aurons ainsi fourni du travail pour un peu plus d'un an aux travailleurs des chantiers navals. Les armateurs français, eux, ne sont pas très chauds pour passer des commandes de navires.

Ils n'arrivent pas à se décider malgré les promesses gouvernementales d'une très importante aide financière. Après tout, ils ont peut-être des navires en nombre suffisant, ces gens-là !

Et s'ils ne commandent rien, ça ne nous coûtera peut-être rien ?